

JOURNAL OFFICIEL

DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

NUMERO SPECIAL

Matahiti 170
N° 89 - Numera Taac

TE VE'A A TE HAU NO POLYNESIA FARANI

Mahana 9
no Tetepa 2021

IMPRIMERIE OFFICIELLE — 43, rue des Poilus-Tahitiens - BP 117 - 98713 PAPEETE — Tél. : 40 50 05 80 - Télécopieur (Fax) : 40 42 52 61

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

ARRETES DU CONSEIL DES MINISTRES

Pages

Arrêté n° 1959 CM du 8 septembre 2021 portant répartition des crédits de paiement n° 9-2021 du budget général de la Polynésie française pour l'exercice 2021	5674
Arrêté n° 1960 CM du 8 septembre 2021 portant modification de l'arrêté n° 1744 CM du 23 août 2021 portant suspension temporaire de l'accueil en présentiel des élèves externes et demi-pensionnaires scolarisés dans les écoles publiques et privées et les CJA du premier degré, les établissements publics et privés du second degré, et portant mise en place de la continuité pédagogique au profit des élèves de la Polynésie française	5677
Arrêté n° 1961 CM du 8 septembre 2021 autorisant, à titre dérogatoire, les établissements autorisés en vertu de la délibération n° 95-1 AT du 19 janvier 1995 portant réglementation des crèches, jardins d'enfants, haltes garderies, garderies périscolaires et garderies parentales, à accueillir, durant l'état d'urgence sanitaire liée à l'épidémie de la covid-19, en soirée, de samedi à dimanche et les jours fériés	5677
Arrêté n° 1962 CM du 8 septembre 2021 modifiant l'arrêté n° 525 CM du 13 mai 2020 modifié portant mesures d'entrée et de surveillance sanitaire des arrivants en Polynésie française dans le cadre de la lutte contre la covid-19 . . .	5678
Arrêté n° 1963 CM du 8 septembre 2021 modifiant l'arrêté n° 2663 CM du 29 décembre 2020 modifié relatif à la campagne de vaccination contre la covid-19 (SARS-CoV-2)	5679

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

ARRETES DU CONSEIL DES MINISTRES

ARRETE n° 1959 CM du 8 septembre 2021 portant répartition des crédits de paiement n° 9-2021 du budget général de la Polynésie française pour l'exercice 2021

NOR : DBF2122136AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre des finances, de l'économie, en charge de l'énergie, de la protection sociale généralisée et de la coordination de l'action gouvernementale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 23-2018 APF/SG du 18 mai 2018 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 650 PR du 23 mai 2018 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 95-205 AT du 23 novembre 1995 modifiée portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière de la Polynésie française et de ses établissements publics ;

Vu la délibération n° 2020-73 APF du 3 décembre 2020 approuvant le budget général de la Polynésie française pour l'exercice 2021 ;

Vu l'arrêté n° 2434 CM du 17 décembre 2020 portant répartition des crédits de paiement n° 1-2021 du budget général de la Polynésie française pour l'exercice 2021 ;

Vu l'arrêté n° 212 CM du 25 février 2021 portant répartition des crédits de paiement n° 2-2021 du budget général de la Polynésie française pour l'exercice 2021 ;

Vu l'arrêté n° 297 CM du 12 mars 2021 portant répartition des crédits de paiement n° 3-2021 du budget général de la Polynésie française pour l'exercice 2021 ;

Vu l'arrêté n° 510 CM du 7 avril 2021 portant répartition des crédits de paiement n° 4-2021 du budget général de la Polynésie française pour l'exercice 2021 ;

Vu l'arrêté n° 877 CM du 19 mai 2021 portant répartition des crédits de paiement n° 5-2021 du budget général de la Polynésie française pour l'exercice 2021 ;

Vu l'arrêté n° 1237 CM du 8 juillet 2021 portant répartition des crédits de paiement n° 6-2021 du budget général de la Polynésie française pour l'exercice 2021 ;

Vu l'arrêté n° 1429 CM du 30 juillet 2021 portant répartition des crédits de paiement n° 7-2021 du budget général de la Polynésie française pour l'exercice 2021 ;

Vu l'arrêté n° 1902 CM du 1er septembre 2021 portant répartition des crédits de paiement n° 8-2021 du budget général de la Polynésie française pour l'exercice 2021 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 8 septembre 2021,

Arrête :

Article 1er.— La répartition prévisionnelle n° 9-2021 des crédits de paiement du budget général de la Polynésie française pour l'exercice 2021 est déterminée selon les annexes n° 1 et n° 2 ci-jointes.

Art. 2.— Le ministre des finances, de l'économie, en charge de l'énergie, de la protection sociale généralisée et de la coordination de l'action gouvernementale est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 8 septembre 2021.
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :
Le ministre des finances,
de l'économie,
Yvonnick RAFFIN.

Annexe 1 - Arrêté de répartition n° 9/2021

MIN	MISSION	PROGRAMME	AP	Libellé AP	TOTAL CP	FP/ENA	Autres	31F Etat	Ademe	CdP Etat	DGI Educ	ATR	FEI Etat	CdP 2	EO
VP	905	90501	62.2021	Hangar technique de la DAG - Nuku Hiva - Etudes	3 180 655	3 180 655	-	-	-	-	-	-	-	-	-
VP	905	90501	63.2021	Acquisition de véhicules techniques pour la brigade canine	10 000 000	10 000 000	-	-	-	-	-	-	-	-	-
VP	905	90501	64.2021	Equipements agricoles et véhicules de chantier pour la DAG - 2021	14 140 801	14 140 801	-	-	-	-	-	-	-	-	-
VP	905	90501	72.2021	Aménagement et valorisation des domaines agricoles - Marquises - 2021	974 190	974 190	-	-	-	-	-	-	-	-	-
VP	905	90501	105.2021	Création et installation du groupement de défense sanitaire animale (GDS-A)	7 500 000	7 500 000	-	-	-	-	-	-	-	-	-
VP	905	90501	117.2021	Aides financières aux porteurs de projet (SDA) - Tuamotu Gambier - 2021	10 000 000	10 000 000	-	-	-	-	-	-	-	-	-
VP	905	90501	128.2021	Developpement des filières maraichères et vivrières aux TG - Acquisition de matériels et équipements agricoles	2 500 000	2 500 000	-	-	-	-	-	-	-	-	-
VP	905	90501	131.2021	Aides financières à l'aménagement rural et forestier (SDA) - 2021	10 000 000	10 000 000	-	-	-	-	-	-	-	-	-
VP	905	90502	135.2021	Cartographie et outil de gestion des ressources forestières de la Polynésie française	1 381 911	1 381 911	-	-	-	-	-	-	-	-	-
VP	905	90502	136.2021	Developpement de la filière bois - Feuillus et résineux - 2021	5 920 582	5 920 582	-	-	-	-	-	-	-	-	-
VP	905	90503	158.2021	Construction d'un bâtiment RD en aquaculture CTA Vairao - Etudes	12 000 000	12 000 000	-	-	-	-	-	-	-	-	-
VP	905	90506	166.2021	Cartographie et typologie des fonds marins de la Polynésie française	2 000 000	2 000 000	-	-	-	-	-	-	-	-	-
VP	905	90506	167.2021	Installation de panneaux photovoltaïques au bâtiment technique de Mōtu Ula - Etudes	5 000 000	5 000 000	-	-	-	-	-	-	-	-	-
VP	905	90501	378.2021	Acquisition d'un incinérateur - Etudes	5 000 000	5 000 000	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	Total 905				-	2 552 830	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	Total 907				-	1 500 000	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	Total 908				-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	Total 909				-	3 669 849	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	Total 910				-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	Total 911				-	12 268 292	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	Total 913				-	16 558 965	-	-	-	-	165 471	-	-	-	-
	Total 914					5 589 362	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	Total 915				-	12 000 000	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	Total 916				-	70 954 370	-	-	-	-	-	68 019 750	-	-	-
	Total Général				-	188 951 700	-	-	-	-	165 471	-	68 019 750	-	-

Annexe 2 - Arrêté de répartition n° 9/2021

MIN	900	901	903	904	905	907	908	909	910	911	913	914	915	916	Total général
MCE	-	6 684 543	-	8 452 213			-	-	-	4 175 820	-	15 558 965	-	-	35 871 541
MEA	-	15 000 000					-	3 669 849						-	18 669 849
MGT												5 654 742	12 000 000		6 345 258
MLA	-	5 000 000	-	7 000 000								-	68 019 750	-	80 019 750
MSP		-				1 500 000			-	8 092 472				-	9 592 472
MTT				-	25 000 000									-	25 000 000
PR	-	7 900 000												-	7 900 000
VP		-	-					-	-			65 380		-	2 934 620
Total général	-	15 000 000	-	15 452 213	-	25 000 000	-	2 552 830	-	12 268 292	-	16 558 965	-	70 964 370	188 951 700

ARRETE n° 1960 CM du 8 septembre 2021 portant modification de l'arrêté n° 1744 CM du 23 août 2021 portant suspension temporaire de l'accueil en présentiel des élèves externes et demi-pensionnaires scolarisés dans les écoles publiques et privées et les CJA du premier degré, les établissements publics et privés du second degré, et portant mise en place de la continuité pédagogique au profit des élèves de la Polynésie française

NOR : DEE2122041AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'éducation, de la modernisation de l'administration, en charge du numérique,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 23-2018 APF/SG du 18 mai 2018 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 650 PR du 23 mai 2018 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la loi du pays n° 2017-15 du 13 juillet 2017 relative à la charte de l'éducation de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1744 CM du 23 août 2021 modifié portant suspension temporaire de l'accueil en présentiel des élèves externes et demi-pensionnaires scolarisés dans les écoles publiques et privées et les CJA du premier degré, les établissements publics et privés du second degré, et portant mise en place de la continuité pédagogique au profit des élèves de la Polynésie française ;

Considérant l'état de crise sanitaire occasionné par l'épidémie de covid-19 en Polynésie française ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 8 septembre 2021,

Arrête :

Article 1er.— L'article 1er de l'arrêté n° 1744 CM du 23 août 2021 susvisé est modifié comme suit :

1° A l'alinéa 1er, les termes : "jusqu'au dimanche 5 septembre 2021 inclus" sont remplacés par les termes : "jusqu'au dimanche 12 septembre 2021 inclus" ;

2° A la suite du 2) est inséré un nouveau 3) rédigé comme suit :

"3) Cette suspension ne concerne pas les élèves qui passent les examens de la session de rattrapage dans des centres d'examens dédiés durant la période allant du 6 au 10 septembre 2021 ;"

3° Les 3) et 4) sont renumérotés et deviennent 4) et 5).

Art. 2.— Le ministre de l'éducation, de la modernisation de l'administration, en charge du numérique est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 8 septembre 2021.
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :
*Le ministre de l'éducation,
de la modernisation de l'administration,*
Christelle LEHARTEL.

ARRETE n° 1961 CM du 8 septembre 2021 autorisant, à titre dérogatoire, les établissements autorisés en vertu de la délibération n° 95-1 AT du 19 janvier 1995 portant réglementation des crèches, jardins d'enfants, haltes garderies, garderies périscolaires et garderies parentales, à accueillir, durant l'état d'urgence sanitaire liée à l'épidémie de la covid-19, en soirée, de samedi à dimanche et les jours fériés

NOR : DPS2122164AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de la famille, des affaires sociales, de la condition féminine, en charge de la lutte contre l'exclusion,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 23-2018 APF/SG du 18 mai 2018 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 650 PR du 23 mai 2018 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu le code du travail de la Polynésie française ;

Vu la loi du pays n° 2020-11 du 21 avril 2020 sur la prévention et la gestion des menaces sanitaires graves et des situations d'urgence ;

Vu le décret n° 2021-1068 du 11 août 2021 déclarant l'état d'urgence sanitaire en Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-1 AT du 19 janvier 1995 portant réglementation des crèches, jardins d'enfants, haltes garderies, garderies périscolaires et garderies parentales ;

Vu l'arrêté n° 1744 CM du 23 août 2021 portant suspension temporaire de l'accueil en présentiel des élèves externes et demi-pensionnaires scolarisés dans les écoles publiques et privées et les CJA du premier degré, les établissements publics et privés du second degré, et portant mise en place de la continuité pédagogique au profit des élèves de la Polynésie française ;

Considérant que l'état d'urgence sanitaire a été déclaré sur le territoire de la Polynésie française à compter du 12 août 2021 ;

Considérant la fermeture de l'ensemble des écoles et établissements scolaires publics et privés en Polynésie française en raison de l'état de crise sanitaire liée à la covid-19 ;

Considérant la nécessité d'assurer, sur l'ensemble de la Polynésie française, la disponibilité permanente des personnels mobilisés dans le cadre de la gestion de la crise sanitaire liée à la covid-19 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 8 septembre 2021,

Arrête :

Article 1er. — Les établissements autorisés en vertu de la délibération n° 95-1 AT du 19 janvier 1995 modifiée susvisée, sont autorisés, à titre dérogatoire, durant l'état d'urgence sanitaire liée à l'épidémie de la covid-19, à accueillir, en soirée, de samedi à dimanche ainsi que les jours fériés, les enfants des personnels ci-dessous listés :

- les personnels des structures de santé publiques et privées de la Polynésie française ;
- les professionnels de santé libéraux ou salariés : médecins, sages-femmes, infirmiers, pharmaciens, biologistes et masseurs-kinésithérapeutes ;
- les transporteurs sanitaires ;
- les pompiers ;
- les agents publics de la Polynésie française, de l'Etat et des communes, mobilisés dans la gestion opérationnelle de la crise sanitaire liée à la covid-19.

Art. 2. — Les prestations et les conditions d'accueil fixées par l'autorisation d'ouverture de l'établissement concerné restent applicables.

Art. 3. — Les établissements accueillant des enfants dans les conditions fixées à l'article 1er du présent arrêté sont tenus au respect du code du travail de la Polynésie française et à l'application stricte des préconisations de sécurité sanitaire en vigueur.

Art. 4. — Le ministre de la famille, des affaires sociales, de la condition féminine, en charge de la lutte contre l'exclusion est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 8 septembre 2021.
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :
*Le ministre de la famille, des affaires sociales,
de la condition féminine,*
Isabelle SACHET.

ARRETE n° 1962 CM du 8 septembre 2021 modifiant l'arrêté n° 525 CM du 13 mai 2020 modifié portant mesures d'entrée et de surveillance sanitaire des arrivants en Polynésie française dans le cadre de la lutte contre la covid-19

NOR : DPS2122264AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de la santé, en charge de la prévention,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 23-2018 APF/SG du 18 mai 2018 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 650 PR du 23 mai 2018 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu le code de la santé publique tel qu'applicable en Polynésie française ;

Vu le règlement sanitaire international de 2005 ;

Vu le décret n° 2020-1257 du 14 octobre 2020 déclarant l'état d'urgence sanitaire ;

Vu la loi n° 2021-689 du 31 mai 2021 relative à la gestion de la sortie de crise sanitaire ;

Vu le décret n° 2021-699 du 1er juin 2021 modifié prescrivant les mesures générales nécessaires à la gestion de la sortie de crise sanitaire ;

Vu la loi du pays n° 2020-11 du 21 avril 2020 sur la prévention et la gestion des menaces sanitaires graves et des situations d'urgence ;

Vu la loi du pays n° 2021-37 du 23 août 2021 relative à la vaccination obligatoire dans le cadre de la gestion de la crise sanitaire liée à la covid-19 ;

Vu l'arrêté n° HC 4147 CAB du 1er juin 2021 modifié prescrivant les mesures nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de la sortie de crise sanitaire ;

Vu l'arrêté n° 293 CM du 20 mars 2020 constatant l'état de calamité naturelle des sinistres et de crise sanitaire occasionné par l'épidémie liée au covid-19 en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 525 CM du 13 mai 2020 modifié portant mesures d'entrée et de surveillance sanitaire des arrivants en Polynésie française dans le cadre de la lutte contre la covid-19 ;

Vu l'arrêté n° 2663 CM du 29 décembre 2020 modifié relatif à la campagne de vaccination contre la covid-19 (SARS-CoV-2) ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 8 septembre 2021,

Arrête :

Article 1er. — Au premier alinéa de l'article 3-1 de l'arrêté n° 525 CM du 13 mai 2020 susvisé, les mots : “de réaliser le test de dépistage avant l'embarquement du vol à destination de la Polynésie française ni” sont supprimés.

Art. 2. — Le deuxième alinéa de l'article 4-2 de l'arrêté n° 525 CM du 13 mai 2020 susvisé est modifié ainsi qu'il suit : les mots : “visée à l'article 4-1, âgée d'au moins 6 ans,” sont remplacés par les mots : “visée au deuxième alinéa de l'article 4-1,” ;

Art. 3. — L'annexe 1 - “Schéma vaccinal complet” est supprimée.

Art. 4. — Le ministre de la santé, en charge de la prévention est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 8 septembre 2021.
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

Le ministre de la santé,
Jacques RAYNAL.

ARRETE n° 1963 CM du 8 septembre 2021 modifiant l'arrêté n° 2663 CM du 29 décembre 2020 modifié relatif à la campagne de vaccination contre la covid-19 (SARS-CoV-2)

NOR : DPS2122264AC-2

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de la santé, en charge de la prévention,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie

française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 23-2018 APF/SG du 18 mai 2018 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 650 PR du 23 mai 2018 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la loi du pays n° 2021-37 du 23 août 2021 relative à la vaccination obligatoire dans le cadre de la gestion de la crise sanitaire liée à la covid-19 ;

Vu l'arrêté n° 2663 CM du 29 décembre 2020 modifié relatif à la campagne de vaccination contre la covid-19 (SARS-CoV-2) ;

Vu l'arrêté n° 1749 CM du 25 août 2021 modifié portant application de la loi du pays n° 2021-37 du 23 août 2021 relative à la vaccination obligatoire dans le cadre de la gestion de la crise sanitaire liée à la covid-19 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 8 septembre 2021,

Arrête :

Article 1er. — Un deuxième alinéa est ajouté à l'article 4 de l'arrêté n° 2663 CM du 29 décembre 2020 susvisé, rédigé ainsi qu'il suit : “Un schéma vaccinal est considéré complet, lorsqu'il répond *a minima* à un des schémas visés en annexe du présent arrêté.”.

Art. 2. — Le ministre de la santé, en charge de la prévention est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 8 septembre 2021.
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

Le ministre de la santé,
Jacques RAYNAL.

ANNEXE à l'arrêté **01963** CM du **08 SEP 2021**

ANNEXE 1 - SCHEMA VACCINAL COMPLET

VACCIN « COMIRNATY » (PFIZER) :

- 2 doses reçues dans un intervalle minimum de 21 jours ;

OU

- En cas de covid-19 antérieure pouvant être attesté par un professionnel de santé ou confirmé par présentation d'un résultat positif à un test de dépistage de la covid-19 par un professionnel de santé ou un laboratoire d'analyse de biologie médicale : 1 dose reçue deux à six mois après l'épisode de covid-19 ;

OU

- 1 dose reçue suivi plus de quinze jours après minimum par un épisode de covid-19 pouvant être attesté par un professionnel de santé ou confirmé par présentation d'un résultat positif à un test de dépistage de la covid-19 par un professionnel de santé ou un laboratoire d'analyse de biologie médicale.

VACCIN « SPIKEVAX-COVID-19 VACCINE MODERNA » :

- 2 doses reçues dans un intervalle minimum de 28 jours

OU

- En cas de covid-19 antérieure pouvant être attesté par un professionnel de santé ou confirmé par présentation d'un résultat positif à un test de dépistage de la covid-19 par un professionnel de santé ou un laboratoire d'analyse de biologie médicale : 1 dose reçue deux à six mois après l'épisode de covid-19 ;

OU

- 1 dose reçue suivi plus de quinze jours après minimum par un épisode de covid-19 pouvant être attesté par un professionnel de santé ou confirmé par présentation d'un résultat positif à un test de dépistage de la covid-19 par un professionnel de santé ou un laboratoire d'analyse de biologie médicale.

VACCIN « COVID-19 VACCINE ASTRA ZENECA » :

- 2 doses reçues dans un intervalle de 4 à 12 semaines (28 à 84 jours)

OU

- En cas de covid-19 antérieure pouvant être attesté par un professionnel de santé ou confirmé par présentation d'un résultat positif à un test de dépistage de la covid-19 par un professionnel de santé ou un laboratoire d'analyse de biologie médicale : 1 dose reçue deux à six mois après l'épisode de covid-19 ;

OU

- 1 dose reçue suivi plus de quinze jours après minimum par un épisode de covid-19 pouvant être attesté par un professionnel de santé ou confirmé par présentation d'un résultat positif à un test de dépistage de la covid-19 par un professionnel de santé ou un laboratoire d'analyse de biologie médicale.

OU

- 1 dose d'Astra-Zeneca suivi d'une dose de vaccin « comirnaty » (Pfizer) ou « SPIKEVAX-COVID-19 VACCINE MODERNA » reçue dans un intervalle minimum de 28 jours.

VACCIN « COVID-19 VACCINE JANSSEN » (JOHNSON&JOHNSON) :

- 1 dose reçue depuis 14 jours

POUR TOUS LES VACCINS :

Le schéma vaccinal est déclaré complet à l'issu d'un délai de 7 jours suivant la deuxième injection pour la vaccination nécessitant deux doses ou suivant la dose unique en cas de covid-19 antérieur.

Dans le cas particulier des vaccins ARN messenger (Pfizer et Moderna), l'interchangeabilité des vaccins est possible pour l'obtention d'un schéma vaccinal complet.